

MARCHE DU 12 AVRIL :

« MAINTENANT, ÇA SUFFIT ! »... SUR LA QUESTION DES MÉDIAS AUSSI

(Communiqué d'Acrimed)

« Maintenant ça suffit ! Marchons contre l'austérité, pour l'égalité et le partage des richesses » : un appel à une manifestation nationale, le 12 avril à Paris, a été lancé par plusieurs organisations politiques, syndicats, associations et personnalités du monde de la recherche et du spectacle.

L'association Action-Critique-Médias (Acrimed) se joindra à cette manifestation.

La politique suivie par le gouvernement prolonge et amplifie la casse des services publics, aggrave la situation des salariés en accédant aux revendications patronales et, au mieux, n'apporte que des remèdes illusoire.

Concernant les médias, le candidat François Hollande avait peu promis. Mais il n'a à ce jour presque rien tenu. Une réformette du CSA tient lieu de transformation de la régulation démocratique des médias. La refonte des aides à la presse, timidement envisagée, a été reportée *sine die*. La loi sur le secret des sources n'est toujours pas proposée publiquement. La reconnaissance du statut juridique des rédactions n'est pas envisagée, alors même que la financiarisation des entreprises médiatiques continue à faire des ravages et que la précarité d'une grande partie des journalistes (notamment les jeunes) ne cesse de se développer. Le sous-financement de l'audiovisuel public et sa soumission à l'audience commerciale ont été aggravés, et cela d'autant plus que la privatisation de TF1 n'a pas été remise en cause. L'appropriation des médias par des groupes qui dépendent des marchés publics est restée inchangée. Les concentrations et les instrumentalisation capitalistes des médias s'intensifient et laissent le gouvernement de marbre. Les lois LOPPSI et HADOPI sont, pour l'essentiel, toujours en vigueur. *Et cætera*.

« Maintenant ça suffit ! », comme l'affirme l'appel unitaire. Sur la question des médias aussi, des politiques alternatives – favorables aux salariés des médias, au droit d'informer et d'être informés – sont non seulement nécessaires mais possibles. C'est pourquoi, le 12 avril, Acrimed sera aux côtés de toutes celles et de tous ceux ceux qui, salariés et usagers des médias, s'insurgent aussi contre la précarisation des journalistes, la pauvreté de l'information (politique, économique, sociale, internationale, etc.), la dépendance croissante de la presse à l'égard de grands groupes financiers et les mutilations du pluralisme qu'entretiennent les attermoissements et les reculades du gouvernement.

Acrimed, le 7 avril 2014.